NPA RÉVOLUTIONNAIRES

Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 399 du 21 septembre 2025

Après le 10 et la réussite du 18, Macron-Lecornu-Retailleau en déroute, notre mouvement conteste sans attendre le pouvoir et le CAC40

Jeudi, nous étions là, des centaines de milliers, révoltés et combatifs, plus nombreux que le 10, grossis par de nombreux nouveaux travailleurs en grève. Plus d'un million dit la CGT, peut-être, 500 000 dit Retailleau, sûrement bien plus et cela malgré la propagande haineuse du ministre de l'intérieur démissionnaire qui avait annoncé des milliers de « *bloqueurs, du sabotage, des groupuscules d'extrême gauche qui veulent casser et qui sont ultra-violents* » pour justifier sa politique d'intimidation et de répression policière. 80 000 policiers et gendarmes, 24 blindés et 10 canons à eau sans oublier les drones ont été déployés sur tout le territoire pour provoquer les incidents, les affrontements, la violence comme ce fut le cas en particulier à la fin de la manif parisienne.

Ce cirque policier mis en scène par les médias n'a pas intimidé les milliers de travailleur·es, de jeunes qui ont organisé des actions, tenu des Ags, fait grève, manifesté pour dire qu'ils n'entendaient pas céder.

« *La violence n'est pas un moyen d'action politique légitime, et personne ne doit l'excuser. Il ne peut y avoir de liberté de manifester sans le respect des lois* », a renchéri Lecornu le soir du 18 tout en disant, dans la foulée sa volonté de « *poursuivre le dialogue* » et de recevoir « *à nouveau les forces syndicales dans les jours qui viennent* ».

Leur guignol de la carotte et du bâton les disqualifie et les ridiculise. La « *rupture* » de Lecornu avec lui-même et la politique de Macron tourne à la farce quand il n'a d'autres propositions que de revenir sur la suppression de deux jours fériés, de supprimer les avantages « à vie » dont bénéficient les anciens ministres, sans que personne ne sache même à partir de quel moment interviendrait cette suppression, par ailleurs un leurre dérisoire. Il laisse même entendre qu'il serait pour des efforts partagés voire prêt à taxer, un peu, les plus riches !

Du vent, des gestes hypocrites qui illustrent parfaitement les qualités qui l'ont conduit à son poste. Bayrou a joué la farce du preux chevalier de l'austérité, Lecornu nous joue celle du fourbe qui nous la fait à l'envers !

L'un comme l'autre mènent la guerre sociale, main dans la main avec le grand patronat.

Les travailleur·es, la jeunesse y compris des facs et des lycées, ont répondu avec détermination, notre mouvement se renforce. Le 18 est bien plus qu'un « *avertissement* », il est une nouvelle étape dans la crise sociale et politique qui affaiblit le pouvoir. Les nouvelles « *consultations* » annoncées par Lecornu débouchent sur un nouveau moment de politisation dont les militant·es de la mobilisation vont faire une contestation globale, politique, de l'État et du CAC 40.

Notre rejet du budget et de l'austérité, notre colère et nos exigences ne sont pas à marchander

Nous ne sommes pas dupes des enjeux des consultations qui vont reprendre et auxquelles se prêtent complaisamment les directions syndicales ainsi que les partis parlementaires. Lecornu n'a qu'une préoccupation, former un gouvernement minoritaire qui réussisse à durer plus d'une semaine alors que sa propre cote de popularité chute ainsi que celle de son mentor à 16 %, un gouvernement sans majorité qui ne soit pas censuré dans la semaine afin de pouvoir mettre en place sinon le budget Bayrou, du moins une variante.

Les consultations des directions syndicales ou des partis parlementaires ne sont même pas des négociations mais des marchandages pour obtenir soutien ou neutralité attentiste dans le cadre imposé par Macron et le Medef, un budget d'austérité.

Le Parti socialiste, sans surprise, est tout disponible pour être associé à cette politique, en réalité fidèle à lui-même et à la politique de Hollande, les Verts veulent voir et le PC pourrait ne pas censurer le futur gouvernement Lecornu.

L'intersyndicale, réunie vendredi matin, n'a décidé de rien, si ce n'est de lancer un ultimatum à Lecornu qui a jusqu'au 24 septembre pour répondre aux demandes qu'elle a formulées sinon elle appelle à une nouvelle journée d'action. En réponse, elle a reçu une invitation du Premier ministre pour la même date...

Elle poursuit sa stratégie perdante des journées d'action...

Les travailleur.·es et les jeunes combattent, eux, ce gouvernement et sa politique, ils n'ont rien à marchander et veulent imposer leurs droits.

La dette et l'austérité, une politique du capital

La gauche parlementaire et syndicale, soucieuse d'être responsable au nom des intérêts du pays, participe à la dramatisation de la dette et du déficit budgétaire prétendant avoir de meilleures réponses que Macron. Les plus radicaux comme LFI et Mélenchon veulent une politique de rupture mais de rupture avec Macron dont ils demandent la destitution pour faire campagne pour la présidentielle !

Notre mobilisation est, elle, en rupture avec le système, avec le capitalisme qui voit une minorité de nantis et de privilégiés se nourrir des inégalités, des bas salaires, du chômage, de la misère et de l'argent public, de la dette.

Même la taxe Zucman, la taxation de 2 % du patrimoine de ceux qui possèdent plus de 100 millions et ne payent quasiment pas d'impôts, leur est insupportable ! Elle ne concernerait que 1800 super riches, même pas une égratignure. Mais non, c'est trop pour eux !

Il faut en finir avec cette politique qui voit la part du capital et des plus riches dans les recettes de l'État décliner, tandis que la part des impôts indirects, comme la TVA et la CSG, ne cesse d'augmenter et que l'État verse des milliards de subventions au capital de mille et une façons.

Le pouvoir politique, l'État, est un agent des intérêts du capital.

Sur des recettes fiscales de 330 milliards d'euros, 66 milliards sont consacrés au service de la dette, le paiement des intérêts, 50 milliards à l'armée, et l'État s'engage à porter les dépenses militaires à 100 milliards pour atteindre 5 % du PIB.

Il ne s'agit pas d'une simple question de répartition des richesses comme s'il était possible d'imposer une répartition équitable entre le travail et le capital qui nous mène la guerre.

Le laisser croire, c'est entretenir des illusions néfastes, comme de laisser croire, comme le fait Mélenchon, qu'il serait possible de mettre en place un budget de relance qui répondrait aux besoins des capitalistes et des salariés !

La dette et l'austérité ainsi que toutes les attaques contre les salaires, contre les chômeurs, la santé ou l'éducation sont une politique de la classe dominante et de son État contre le monde du travail et la population pour maintenir le fonctionnement de la machine à profit alors qu'elle est à bout de souffle, mise en faillite par sa propre logique de la rentabilité financière, de la concurrence, de la mondialisation et de la guerre.

Il n'y a pas d'issue sans annuler la dette, exproprier la classe des prédateurs et des financiers-créanciers qui pillent les richesses produites par le prolétariat et mettre en place un monopole bancaire sous le contrôle des travailleur·es.

Un système en faillite qui conduit à une dictature populiste, Trump à la française

Les grandes manœuvres policières de Retailleau qui voit dans chaque manif une bataille entre l'ordre, la police et le désordre, bataille dont il est le chef et l'ordonnateur, son Puy du fou à lui, en vrai, mettent en scène l'autoritarisme policier croissant du pouvoir. La politique sociale agressive du pouvoir, la concurrence et le militarisme qu'il met en œuvre entraînent nécessairement une offensive policière et sécuritaire contre les classes populaires, la jeunesse. Retailleau se rêve en futur président pour poursuivre ses sinistres fantasmes, le RN escompte bien lui prendre la place mais ils sont concurrents pour la même politique.

La pétition lancée par le papa politique du petit Retailleau, Philippe de Villiers, avec le soutien militant du milliardaire Bolloré et de ses médias réclamant un « *référendum sur l'immigration* » aurait obtenu un million et demi de « signatures » dont celle de l'abject Zemmour. Ce texte, faisant référence à la théorie du « *grand remplacement* », milite pour le racisme et la xénophobie en reprenant un thème commun à toute l'extrême droite, dont le RN, tout en cherchant à déstabiliser ce dernier en quête de reconnaissance auprès du patronat. Dans une lettre adressée au Medef, Bardella se revendique de pouvoir doubler les mesures d'austérité prévues par Macron pour atteindre 100 milliards d'euros de coupes budgétaires !

Du point de vue des travailleur·es, que ce soit Retailleau ou Bardella, Darmanin ou un autre, importe peu, le fond c'est que le mouvement ouvrier est seul en mesure de répondre à la guerre sociale, politique que mène la bourgeoisie à toute la société, de mettre fin au militarisme et de faire vivre la démocratie.

Nous organiser, agir pour changer le rapport de force, pour un gouvernement démocratique et révolutionnaire des travailleur·es

Nous avons besoin de tirer les leçons politiques de la défaite de la lutte contre la réforme des retraites. Une écrasante majorité de la population rejetait cette réforme, des millions de travailleur·es ont fait grève et Macron a pu imposer sa réforme car les directions syndicales et les partis du Nouveau Front Populaire (NFP) lui ont laissé les mains libres.

Nous avons besoin de rompre avec ces politiques dites de gauche qui sont intégrées au système, incapables de rompre avec lui.

Les classes exploitées n'ont aucune raison d'être solidaires de leurs exploiteurs, ni de se plier à leur chantage, elles les combattent.

Elles ont besoin de leurs propres organisations indépendantes de lutte - des comités de base dans les lieux de travail, parmi les lycéens, étudiants et dans les quartiers populaires - afin de prendre le contrôle de leurs luttes aujourd'hui, de la société demain.

La crise du régime capitaliste ne peut être résolue par une « *révolution citoyenne* » dans les urnes, comme dit LFI.

Au sein même de notre mouvement, nous avons besoin d'une discussion pour décider non seulement de nos actions, de la façon de nous organiser dans les entreprises, les lieux de travail, d'études ou d'habitation, les quartiers, mais des objectifs de notre mouvement. Nous avons besoin de nous définir vis-à-vis de cette gauche parlementaire qui soutient notre lutte tout en restant prisonnière des institutions et des élections ainsi que vis-à-vis des directions syndicales qui restent, elles, prisonnières du dialogue social.

Nous refusons ce système d'exploitation qui engendre les inégalités, les injustices au profit d'une oligarchie financière parasite, un système fondé sur la course au profit et la concurrence, qui voudrait dresser les travailleurs et les peuples les uns contre les autres pour les maintenir sous son joug, sème la haine et le racisme. Nous refusons leur ordre mondial sanglant dont le monstrueux génocide de Gaza et les massacres de la guerre d'Ukraine constituent aux yeux des peuples de la planète le symbole barbare et la condamnation. Cet ordre mondial qui, emporté par le pillage et la prédation, engendre une crise écologique aux conséquences dramatiques, catastrophiques.

Aujourd'hui, ici comme dans le monde, mûrit une révolution, un bouleversement social dans la continuité des révolutions du passé, de 1789 à la révolution russe de 1917.

Nos mobilisations pour nos droits, contre l'austérité, contre les guerres et le génocide des Palestiniens, pour enrayer la crise écologique, portent l'avenir de la société, ce que l'on a toujours appelé le socialisme, le communisme.

« *Ils ont des milliards, nous sommes des millions !* »

Yvan Lemaitre